

Parti Communiste Français
Du Territoire de Belfort
Tél : 03.84.21.34.66
Fax : 03.84.28.81.40
Mail : pcftbelfort@wanadoo.fr
http://fedepcf90.free.fr

La Vie du Parti

DECEMBRE 2011

JOYEUSES FÊTES DE FIN
D'ANNEE

Edito par, Jean PARENTY.

SPECULONS SUR LA VICTOIRE DU FRONT DE GAUCHE

Un bon placement.

Nous nous apprêtons à fêter Noël, bien plus que la naissance du Christ, c'est le gros bonhomme habillé de rouge, au visage joufflu, rayonnant de santé et de satiété béate et satisfaite que nous accueillions.

La naissance précédée du massacre, déjà, des innocents par Hérode, un despote, se sentant menacé par sa venue au monde, 33 ans plus tard celui qui chassait les marchands du Temple était remis aux mains du colonisateur romain par une clique de dignitaires menacés dans leur privilège par celui qui annonçait l'avènement du royaume de dieu sur terre.

Les marchands sont toujours là, au royaume de la consommation sans fin, les nouveaux temples sont ouverts et rutilent de tous leurs feux. Mais tout ne tourne plus rond dans ce monde de l'argent roi. C'est la crise, leur crise.

Alors pour faire de l'argent, quoi de mieux, que de spéculer sur les denrées alimentaires primordiales, celles dont on ne peut se passer : le blé, le riz, le maïs. Elles couvrent 75% des besoins alimentaires. Les fonds souverains, les « Hedges Funds », les grandes banques spéculent sur les bourses des matières premières agricoles.

A Genève (dixit Jean Ziegler) à la banque UBS (la même qui possède une partie de la dette grecque), *on vous propose d'investir dans des certificats sur le riz garantissant 37% de plus value !* En 18 mois le maïs a augmenté de 93%, la tonne de blé a doublé entre 2010 et 2011.

Selon les tenants du capitalisme, la libéralisation totale du marché, la fin des services publics monopolistes devaient ouvrir une ère de prospérité et le recul de la faim dans le Monde. Cependant une dizaine de société domine complètement le marché alimentaire, fixe les prix, contrôle les stocks.

Les Etats ont bradé leur souveraineté, le capitalisme financier s'est répandu comme un feu de brousse étendant sa main invisible, la libéralisation n'a pas tenu ses promesses.

Avec la complicité active de régimes corrompus (exemple, Paul Biya au Cameroun), des firmes comme Bolloré ou Vilgrain et d'autres s'approprient des terres vivrières, expulsent les paysans pour produire des biocarburants.

Interdire la spéculation boursière, faire cesser le vol des terres par les multinationales, annuler la dette des pays pauvres, « L'ordre cannibale du monde peut être détruit et le bonheur matériel assuré pour tous. »

En 2012, spéculons sur la victoire du Front de Gauche et chassons les marchands du temple d'aujourd'hui en France ; ce serait un premier pas !



AGENDA

► Distribution du tract
« assemblée citoyenne » :
Marché des Vosges
dimanche 11 décembre à 10h.

► Lundi 12 décembre
Deuxième assemblée
Front de Gauche
Maison du Peuple 20h, salle 5.



PRENEZ NOTE.

**Mardi 24 janvier 2012,
venue de Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon
à Belfort**

INTOUCHABLE (Jean Emmanuel DUCOIN)

Le black au chômage s'extirpe du néant social grâce aux bienfaits du paralysé. Chacun sa galère ? « C'est l'un des effets principaux du film. Naturaliser la violence sociale et masquer cette opération par du racolage aux affects.

Le message du conte est simple : l'instruction, la culture le désir d'émancipation, la révolte sont inutiles. »

C'est la fin de l'histoire « tout est bien dans le meilleur des mondes et cultivons notre jardin » disait déjà Voltaire

Un monde meilleur ? N'y pensons plus. Ne rêvons plus. Ne rêvons à rien d'ailleurs. Rêver ? Voilà le danger.

Plus question de changer la vie ou d'abattre le Capital ? Toujours INTOUCHABLE.

LIBERTE POUR SALAH HAMOURI

Salah Hamouri devait être libéré le 28 novembre 2011 après avoir été condamné à sept années de prison pour être passé devant le domicile d'un rabbin. Mr Sarkozy et le gouvernement n'ont pas levé le petit doigt devant ce simulacre de justice et pendant ces sept années, ils n'ont rien fait pour le sortir des geôles israéliennes.

Aujourd'hui, il est toujours enfermé, suite à une nouvelle loi qui aggrave les peines de prison de manière totalement arbitraire.

C'est un scandale et une honte pour notre gouvernement qui se couche devant un état israélien qui lui, se moque de l'ONU, avec l'appui des USA, malgré des dizaines de résolutions votées depuis une vingtaine d'années.

Les médias (télévision et presse), hormis l'Humanité, n'ont jamais évoqué ce cas, qui montre bien la connivence idéologique avec le système capitaliste et le gouvernement israélien.

Oui, aujourd'hui, Salah ne doit pas faire de jours de prison supplémentaires et qu'il retrouve la liberté qu'il n'aurait jamais du perdre.

J. RAUSHER

TOUJOURS LES MEMES !

Tout se concentre, le capital, le pouvoir.

Tout se confond.

Jusqu'à ce jour, le capital et la finance avaient besoin de personnel politique pour que celui-ci agisse en leur faveur.

Aujourd'hui les masques tombent. C'est en direct que la finance veut agir toujours plus vite, en mettant en place ses financiers à la tête des pays, pour puiser dans les poches des peuples.

Italie, Grèce, Goldman-Sachs met ses hommes en place comme Mario Monti, celui qui en 2002, alors qu'Alsthom frôlait le dépôt de bilan, refusait que le gouvernement français recapitalise Alsthom pour sauver l'entreprise. La finance à la tête des Etats, avec l'aide de Sarkozy et Merkel et leur fameuse règle d'or pour bâillonner les peuples !

Alors, aux armes citoyens ...

J. NIESS



ENERGIE : QUELLE POLITIQUE ?

L'actuel débat sur l'avenir énergétique et le nucléaire confirme les positions prises par les communistes et proposées par le Front de Gauche...En témoigne cet article parut dans L'HUMA 90 de mai/juin 2011.

Au-delà de la polémique, une question de société.

Pour le PCF, la maîtrise publique des installations nucléaires est une question très importante. Au-delà des normes de construction, de l'ancienneté des installations nucléaires et des protocoles en cas de crise, la sûreté des installations nucléaires requiert d'autres garanties que l'on ne saurait négliger. Elle implique également une formation de haut niveau des personnels, un retour d'expérience, une augmentation des effectifs, un bannissement du recours à la sous-traitance, une bonne qualité du matériel, une information et une participation accrue des citoyens et des personnels. Or, seule une maîtrise publique du secteur énergétique est en mesure d'apporter de telles garanties. C'est pourquoi l'accident nucléaire majeur qui touche le Japon doit déboucher sur un débat plus large. Ce drame interroge sur le contenu même de la politique énergétique et sur l'urgence de la soustraire aux logiques de rentabilité qui gouvernent la libéralisation du secteur énergétique. Il faut un débat qui pose inévitablement la question des contradictions irréductibles entre les logiques de marché, la libéralisation démocratique, environnementale, scientifique du secteur énergétique, sa privatisation et les exigences humaines.

Josette COUQUEBERG

Compte rendu de l'assemblée citoyenne de Front de Gauche du 14 novembre 2011 du Territoire de Belfort

Une introduction présentant l'accord résumé de front de Gauche et ses buts, s'élargir au delà de ses composantes la lecture de assemblée citoyenne : mode d'emploi.

Les assemblées citoyennes sont des lieux de débats et de prises d'initiatives citoyennes.

Elles ne sont limitées ni dans le temps, ni dans un lieu, ni même par une appartenance politique.

Elles sont un espace ouvert de rencontres et de discussions où chacun et chacune doit trouver sa place.

Vous y ferez part de vos attentes, de vos envies, de vos analyses sur la situation politique.

La finalité des assemblées citoyennes ne se trouve pas uniquement dans le constat. Des actions pourront être décidées en soutien aux luttes et résistances locales soulevées et débattues par les participants de l'assemblée.

C'est ici et là, dans vos lieux de vie, de travail, mais aussi dans le café au coin d'une rue que peuvent surgir ces assemblées.

La discussion s'engage avec pour canevas :

1) nos envies nos attentes, analyse réaction par rapport à la situation.

2) sur quoi doit déboucher cette première réunion.

La dette, la manière d'aborder la question, la manière de communiquer, les publics à atteindre, les façons de les atteindre ont été les grands thèmes de la première réunion de l'assemblée citoyenne du Territoire de Belfort.

42 personnes présentes dont 19 intervenants.

Rassembler sur des thèmes qui nous différencient du discours ambiant notamment sur la question de la dette qui préoccupe les gens.

Aborder cette question de la dette en lien avec le vécu des gens (pouvoir d'achat, santé, etc.).

L'austérité imposée, il y a les moyens de la combattre, c'est possible il y a des luttes,

des conflits qui débouchent sur des revalorisations des salaires.

S'interroger sur la nature de la dette.

Relier la réflexion sur la dette avec les propositions du programme.

Agir au plus près des gens.

Intervenir sur d'autres lieux que ceux fréquentés habituellement (marché grandes entreprises etc.)

Pour atteindre d'autre public : les jeunes, les chômeurs, etc.)

Créer l'évènement en faisant différemment.

Repenser la communication pour qu'elle soit moins rébarbative.

Comment impliquer les gens notamment les jeunes salariés qui assurent le quotidien mais pas au delà et se replient sur eux-mêmes.

Cela peut passer par une campagne d'inscription sur les listes électorales.

Autres sujets évoqués : la répartition des richesses, quelle consommation, la croissance ou la décroissance.

C'est fait jour un besoin réel d'information sinon de formation.

Jean PARENTY

La dette en France représente environ 1650 milliards d'euros et la charge annuelle du seul paiement des intérêts est comparable au produit de l'impôt sur le revenu.

Ces chiffres, à première vue, ont de quoi inquiéter le citoyen qui, naturellement, considère la situation de la Nation comme s'il s'agissait de la sienne. Poussé par les médias, il se dit à juste titre que ce n'est plus supportable et que le gouvernement a bien raison de faire une priorité nationale de la maîtrise des dépenses de l'Etat et de la réduction du déficit public.

Cela semble plein de bon sens, pourtant la question juste et prioritaire ne devrait-elle pas être de se demander comment sortir de cette situation absurde, pour ne pas dire scandaleuse, qui fait que l'Etat doit s'endetter auprès des banques et payer un intérêt pour avoir accès à son propre argent ?

Il semble que le gouvernement en place n'ait qu'un levier à sa disposition : réduire les dépenses de l'Etat. Pourtant, il est une autre évidence : réduire les dépenses de l'Etat appauvrit le pays car ses dépenses se traduisent par du travail qui génère de la richesse.

Il est une particularité de l'argent moderne : l'argent prêté par les banques n'est pas celui que d'autres personnes ont en trop et laissent en dépôt, mais c'est de l'argent qui « n'existe pas » et que la banque « crée » sur la seule confiance qu'elle accorde à l'emprunteur quant à sa capacité à la rembourser. C'est ce qu'on appelle « la création monétaire ex nihilo » (création à partir de rien). Quand on dit « créer », il s'agit là, de simples jeux d'écritures comptables.

L'histoire et l'évolution des pratiques bancaires ont conduit à cette situation pour le moins choquante, que les banques ont accaparé d'une part, un privilège d'Etat, et d'autre part, se sont rendues propriétaires d'un argent qui n'existe pas, et qu'elles n'hésitent pas à prêter avec intérêt.

Ne faut-il pas s'insurger contre le fait que ce privilège soit abandonné à des intérêts privés ! Qu'un Etat soit en dette à l'égard d'une personne privée quand elle prête une partie de sa richesse existante, soit, mais qu'il soit en dette à l'égard de cette même personne pour une richesse qu'elle sort de son chapeau, non!

Voilà ce qui est insupportable : accepter sans rien dire qu'une Nation soit obligée de payer une entreprise privée pour avoir accès à son propre argent! Trouveriez vous normal que l'on vous fasse payer les légumes que

vous faites pousser dans votre potager ? Et bien c'est cela la dette de l'Etat.

A ce jour, n'est-il pas essentiel de refuser de s'enfermer dans l'impasse où conduit le modèle du libéralisme américain? N'est-il pas essentiel que la vie et le bien être de tous les peuples l'emportent sur l'orthodoxie d'un système qui, pour être dominant, démontre chaque jour un peu plus son inadéquation à répondre aux défis humains et écologiques ?

En fait, tant que la création monétaire sera abandonnée aux banques commerciales par le biais de l'emprunt à intérêt, il n'y aura jamais assez d'argent pour financer les solutions aux problèmes de notre temps : problème de l'emploi, problème de santé publique, problème d'environnement...

A ceux qui s'inquiètent de la dette, ne vous demandez plus comment rembourser les intérêts injustes d'une dette irremboursable, à moins de mettre le pays à genoux, mais devenez le porte parole de cette idée de la réappropriation du pouvoir de création monétaire par les Nations. Il y va de l'intérêt commun.

Jacques JOUQUEZ

LES CHIFFRES QUI TUENT

**Si vous aviez à transporter 1 milliard d'euros en pièces de 1 euro soit, 7500 tonnes, il vous faudrait 187 camions de 40 tonnes plus un camion de 20 tonnes !
(une pièce d'un euro pèse 7,5 grammes)**

Le mot du Trésorier,

Les moyens de notre action.

Bien sûr, nous n'avons pas les moyens de Sarkozy pour notre communication, mais les petits ruisseaux engendrant les grandes rivières, je viens vous solliciter en cette fin d'année pour que chacun ait à cœur de se mettre à jour avec ses cotisations 2011.

Je vous rappelle également que 66% de vos cotisations et souscriptions (payées par chèque ou prélèvement) vous sont remboursées sous forme de crédit d'impôt. Pour cela, il faut avoir versé avant le 31 décembre 2011. Bien entendu et comme chaque année, vous recevrez un reçu à signer et à joindre à votre déclaration d'impôt.

Bientôt Noël, si vous manquez d'idées de cadeaux, pourquoi ne pas offrir un abonnement pour 6 mois à L'HUMANITE, c'est un cadeau original, qui est bien perçu et vous ferez plus d'un heureux.

Cordialement.

J JOUQUEZ.